



# Préoccupations de la vérificatrice générale : La décroissance économique du Nouveau-Brunswick se poursuit

Rapport de la vérificatrice générale – Juin 2018

Volume 1, Chapitre 4

## Principales préoccupations :

- les déficits persistants de la province et la dette nette croissante;
- la publication des états financiers audités de la province avant les prochaines élections;
- les retards dans la présentation de l'information financière par les organismes de développement économique;
- les gouvernements dépensent avant de recevoir l'approbation législative;
- le gouvernement ne gère pas efficacement tous ses accords de PPP à long terme.

## Nos constatations

### La province aura un 11<sup>e</sup> déficit consécutif

- La dette nette s'est accrue de 7 milliards de dollars au cours des 10 dernières années.
- Les agences de notation donnent des perspectives négatives.
- Le Nouveau-Brunswick affiche la dette nette la plus élevée parmi les provinces comparables.
- La capacité du Nouveau-Brunswick à régler la décroissance économique est plus limitée que celle des autres provinces.
- Il n'existe aucun plan immédiat pour régler la décroissance économique ni de cible de réduction de la dette nette.

### Les gouvernements dépensent avant d'obtenir l'approbation législative

- Au cours de cinq des dix derniers exercices, les gouvernements ont dépassé leurs budgets avant d'obtenir l'approbation législative.
- L'approbation est parfois obtenue plus d'un an plus tard.
- Des modifications à la *Loi sur l'administration financière* sont nécessaires.
- Des recommandations ont été formulées au Conseil du Trésor.

### Publier les états financiers audités de la province avant les prochaines élections

- Cela permettra à la population du Nouveau-Brunswick de juger dans quelle mesure le gouvernement a géré les ressources et les fonds publics.
- Ceux-ci ont été publiés avant les deux dernières élections.

### Gestion des accords de PPP à long terme

- Économies de 17 millions de dollars en obtenant des taux d'intérêt inférieurs pour trois accords de PPP existants.
- Le Cabinet a laissé expirer une option d'achat importante pour une école.
- Le gouvernement ne gère pas efficacement tous ses accords de PPP à long terme.